Après les élections présidentielles … Iran : rébellion et crise politique

Traduction de l'article du 18 juin de Claudia Cinatti pour le PTS
http://www.pts.org.ar/spip.php?article12927

Depuis que l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad s'est attribué une victoire spectaculaire lors des élections présidentielles le 12 juin, avec 63% des voix contre 34% à son rival, le « réformateur » Moussavi, les rues de Téhéran et des principales villes du pays sont devenues le théâtre de mobilisations de masses, de la répression policières et para-policière, d'affrontements, d'attaques des campus universitaires, d'arrestations et de morts.

Des centaines de milliers de jeunes, dans leur grande majorité des étudiants, des professions libérales et des secteurs des classes moyennes urbaines aisées, partisans de Moussavi, se sont mobilisés pour manifester leur rejet de ce qu'ils considèrent comme une fraude et pour exiger l'organisation de nouvelles élections. Les partisans d'Ahmadinejad se sont aussi mobiisés de façon massive pour soutenir sa victoire électorale contestée.

Certes, les accusations de fraude n'ont pas été prouvées et divers analystes des médias occidentaux avaient prévu la possibilité d'une victoire d'Ahmadinejad en prenant principalement en compte la forte participation et l'idée que les masses populaires pourraient avoir voté pour lui comme le « moindre mal ». Mais l'ampleur de sa victoire, avec un score près de deux fois supérieur à celui obtenu en 2005, est manifestement en contradiction avec la perception que son gouvernement a suscité une vaste opposition politique et sociale.

Les divisions au sein des sommets du régime combinées au profond mécontentement d'amples secteurs de la société, surtout des classes moyennes urbaines, vis-à-vis d'Ahmadinejad et du régime théocratique, ont été le détonateur de la crise. En effet, le régime maintient une discipline rigide reposant sur une surveillance religieuse et un contrôle social et idéologique, qui s'exprime dans l'oppression des femmes, le châtiment brutal des homosexuels et la négation des droits démocratiques à l'organisation politique et syndicale.

Au vu de l'énorme polarisation qui a précédé le scrutin et du développement des

mobilisations en faveur de Moussavi — que certains ont appelé la « vague verte » en référence à la couleur de ses partisans —, on peut penser que l'objectif poursuivi par Ahmaninejad avec l'annonce d'une victoire écrasante était d'éviter un possible second tour dans lequel le candidat officiel aurait pu perdre.

Dans un premier temps, le guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a entériné la victoire d'Ahmadinejad. Mais, voyant les mobilisations se développer et craignant l'éventualité qu'elles échappent à tout contrôle, il a finalement accepté la demande de Moussavi d'un recompte partiel des bulletins de vote. Cependant, ce geste politique n'a pas été suffisant pour mettre un terme aux mobilisations qui se poursuivent malgré la répression de l'État et bien que le chef de l'opposition Moussavi ait appelé ses partisans à rester chez eux pour « *éviter la violence* ».

Beaucoup comparent ce processus à celui de ce qu'il est convenu d'appeler les « révolutions de couleur » dans lesquelles l'impérialisme, en particulier états-unien, soutient et finance des mouvements « démocratiques » pour porter au pouvoir ses alliés — comme cela a été le cas avec la « révolution orange » en Ukraine ou celle du « cèdre » au Liban. En effet, l'une des options envisagées par l'impérialisme américain sous Bush en même temps qu'une intervention militaire était impulser une sorte de « révolution de velours » (à l'image des mobilisations de 1989 contre les régimes staliniens) qui, combinée à la pression exercée par les sanctions économiques et l'isolement, conduise à la chute du régime théocratique. Mais cette politique n'a pas donné les résultats escomptés et, bien que l'Iran soit entouré de pays occupés par les troupes impérialistes, le renversement de Saddam Hussein a renforcé sa position comme puissance régionale. Avec la prise de fonction d'Obama, l'impérialisme a changé de tactique. Malgré les pressions et les critiques des républicains, Obama évite de se prononcer ouvertement en faveur du candidat Moussavi et de ses dénonciations de fraude ; il souligne au contraire qu'il « *respecte la souveraineté de l'Iran* ». Il s'efforce ainsi de ne pas fournir au régime iranien un argument « anti-impérialiste » et d'éloigner le fantôme d'un « changement de régime » agité par Bush et les néo-conservateurs. L'hostilité ne convient pas à sa stratégie actuelle qui consiste à essayer de « persuader » le régime iranien par la voie diplomatique de renoncer à ses prétentions nucléaires et de s'engager dans une collaboration plus grande pour maintenir la stabilité en Irak et en Afghanistan.

On ne peut pas encore savoir comment le conflit se terminera et si le régime sera à nouveau en mesure, comme dans les cas antérieurs, d'étrangler les mobilisations par la répression et par l'usure ou s'il sera obligé de faire de plus grandes concessions. Mais, par delà la manière dont elle se terminera, cette crise politique peut constituer un point d'inflexion dans l'Iran « postrévolutionnaire » et ouvrir une nouvelle situation, caractérisée par l'intervention des masses sur la scène politique, une fracture visible au sein de l'élite au pouvoir et une importante érosion de la légitimité du régime théocratique.

Fractures dans le régime

La contestation du résultat des élections et, en dernière analyse, du régime, constitue la plus grave crise politique depuis le soulèvement des étudiants en 1999, sous le gouvernement du « réformateur » Khatami, qui s'était terminée par une brutale répression. Le conflit autour des résultats met au jour les luttes pour le pouvoir au sein des sommets du régime théocratique et les divergences face aux décisions jugées stratégiques, au premier rang desquelles celle des relations avec les Etats-Unis et les pays du Moyent-Orient. Ce conflit a divisé l'élite gouvernante en deux camps : d'un côté, le bloc dit « conservateur » dont font partie le président Ahmadinejad, l'ayathollah Khamenei, une grande partie des institutions traditionnelles de la théocratie iranienne, l'armée, la police et les « milices » dites « volontaires » qui patrouillent dans les rues de la ville pour maintenir l'ordre et le contrôle social ; de l'autre, le bloc dit « réformateur » formé par Moussavi, l'ex-président Khatami et le membre du clergé Rafsanjani, chef de l'Assemblée des Experts, l'un des organismes du clergé chiite qui possède un grand poids dans les décisions de l'État et l'élection du chef religieux suprême.

Cependant ces frictions n'impliquent pas de différences stratégiques. Tous les secteurs de l'élite dominante en Iran sont favorables à l'ouverture de négociations officielles avec les Etats-Unis, y compris le « conservateur » Ahmadinejad et la haute hiérarchie du clergé, qui a collaboré de fait avec l'occcupation américaine de l'Irak, dont elle ressort largement renforcée. Mais Ahmadinejad et ses alliés sont partisans de maintenir une position plus dure dans les négocations, avec des « gestes » d'indépendance, comme les tests de missiles et la poursuite du programme nucléaire, l'affrontement avec l'Etat d'Israël ou encore l'alliance avec le Hezbollah et le Hamas. À l'opposé, Moussavi, le bloc « réformateur », est pour faire de plus grandes concessions afin de diminuer les tensions entre l'Iran et l'Occident et permettre ainsi la levée des sanctions économiques, qui pèsent sur le pays, et l'entrée de capitaux impérialistes, dans la perspective d'une ouverture de l'économie.

Deux ailes au sein du régime

Mahmoud Ahmadinejad, ancien membre des Gardiens de la Révolution, liés aux forces de répression de l'État, avait gagné une base populaire lors de son accession à la présidence de la République en 2005, en dénonçant la corruption de l'élite dominante, qui s'est ostensiblement enrichie depuis trente ans qu'elle est pouvoir. Pendant les deux premières années de son gouvernement, s'appuyant sur la hausse du prix du pétrole, il a accordé des allocations aux pauvres de villes et des campagnes, ainsi que des primes aux employés de l'État et il a favorisé la bourgeoisie du bazar, noyau dur de la base sociale de la théocratie chiite. Cette politique s'est accompagnée d'un renforcement du contrôle de la part des forces de répression de l'État et des milices para-policières comme les Bassijis (milices volontaires). Ses rivaux « réformateurs », partisans de chercher à attirer les investissements de capitalistes étrangers, l'ont

accusé de populisme et lui on reproché d'exacerber inutilement les tensions avec les Etats-Unis.

Mais l'économie iranienne a souffert de l'impact de la crise capitaliste internationale. Selon la Banque Centrale d'Iran, l'inflation a grimpé jusqu'à 24% (même si le gouvernement ne reconnaît qu'une inflation de 14%) et le taux de chômage a atteint 17%. Les prévisions annoncent une seconde année de recul de la croissance économique, conséquence de la chute des cours du pétrole, du manque d'investissements et d'infrastructures adaptées pour exploiter les ressources pétrolières du pays.

Durant la campagne, Ahmadinejad a repris sa rhétorique populiste ; il a même accusé Rafsandjani et plusieurs membres de la « vieille garde » de la « révolution » de 1979 de s'être enrichi en s'appropriant des richesses de l'État. Cependant, sa politique est de plus en plus antipopulaire. Il n'a pas seulement continué de réprimer les grèves ouvrières et de faire emprisonner ses dirigeants, mais il a aussi envoyé devant le Parlement en début d'année un budget où sont prévus des coupes dans les subventions des prix des aliments, qui allègent un peu les difficultés des secteurs pauvres de la société.

Cette situation alimente le mécontentement de vastes secteurs vis-à-vis du gouvernement, ce que l'aile « réformatrice » a vu comme une opportunité pour infliger une défaite à Amhadinejad lors des élections présidentielles. Cela a poussé des figures clés de l'establishment politico-religieux à s'unir derrière un programme centré sur une politique plus conciliatrice à l'égard des Etats-Unis et du capital impérialiste, avec des promesses démagogiques d'accorder certaines libertés. Il suffit de parcourir les antécédents de ces figures pour comprendre qu'ils expriment seulement les intérêts d'un autre secteur du régime et de l'élite dominante.

Meir-Hossein Moussavi, que les médias occidentaux présentent comme un « démocrate » et un « réformateur », a été premier ministre de 1981 à 1989, lorsque le régime iranien, sous la direction de Khomeini, a décider de liquider ses ex-alliés de gauche et ordonné l'exécution de milliers de militants communistes et d'autres opposants politiques comme les Moudjahidines du Peuple. Son principal soutien au sein du régime est le chef religieux et ex-président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani, un des hommes les plus riches du pays (que le magazine *Forbes* classe comme appartenant à l'élite des 1000 familles de la grande bourgeoisie iranienne). Bien que ces deux hommes soient aujourd'hui alliés, Rafsandjani a fait partie de ceux qui ont impulsé en 1989 la destitution de Moussavi lorsqu'il était premier ministre et menait une politique généralisée de nationalisation de l'économie. Rafsandjani s'est opposé à cette politique en affirmant que la propriété privée est l'un des principes de l'islam. Maintenant ils sont d'accord : Moussavi, comme le souligne le journaliste Robert Fisk, « *est partisan de la libéralisation de l'économie, a promis de contrôler l'inflation par l'intermédiaire de politique monétaire et de rendre la vie plus facile au capital privé* ».

L'autre allié de Moussavi est le membre du clergé réformateur, Mahmoud Khatami, qui a été président de l'Iran de 1997 à 2005. Il avait alors signé des contrats avec des monopoles européens, comme l'entreprise française Elf-Total, qui en a tiré de juteux profits, et favorisé une ouverture du dialogue avec les Etats-Unis. Durant ses huit ans, il a impulsé quelques mesures limitant l'ingérence religieuse, ce qui lui a permis de gagner une large base sociale dans les classes moyennes, la jeunesse et les femmes. Mais, lorsque les étudiants se sont soulevés en 1999, Khatami a cédé à la pression de la théocratie et permis la répression et l'emprisonnement de milliers de jeunes. Pendant son mandat, les représailles contre les travailleurs n'ont pas cessé et son gouvernement a fini par être fortement impopulaire.

La base sociale des « réformateurs » se concentre, pour l'essentiel, dans les secteurs les plus aisés de la société, dans les classes moyennes urbaines que ont accès à l'éducation universitaire, où l'électorat féminin a un grand poids et s'est montré sensible aux promesses d'en finir avec l'opression de genre qui a caractérisé la théocratie iranienne.

Ni populistes « conservateurs » ni faux « réformateurs »

Le conflit autour des résultats de l'élection présidentielle a ouvert une situation où des centaines de milliers de personnes sont descendus dans les rues. Mais ces mobilisations ont un caractère contradictoire : bien qu'elles mettent en avant des revendications démocratiques légitimes — comme la fin de l'oppression de genre, les libertés politiques et d'expression — et bien qu'elles s'affrontent à un régime confessionnel réactionnaire, elles sont marquées par une confiance dans un secteur du régime qui, derrière un faux discours « démocratique », défend les intérêts d'un secteur du clergé et de la grande bourgeoisie iranienne, favorable à une ouverture économique et à une « normalisation » des relations avec l'impérialisme pour développer ses propres affaires. D'un autre côté, les secteurs les plus pauvres de la ville et de la campagne, qui dépendent de l'aide de l'État pour leur survie et qui sont plus liés aux traditions religieuses du pays, se mobilisent derrière les promesses populistes d'Ahmadinejad.

Les mobilisations ont déjà eu un premier impact : elles fissurent le régime théocratique et agrandissent les brèches dans les sommets de l'État. Pour que la mobilisation fasse un saut qualitatif et exprime véritablement les intérêts populaires, il est nécessaire que les travaileurs d'Iran, qui ont mené pendant les dernières années des grèves et des mobilisations brutalement réprimées, comme celle du transport public de Téhéran en 2006 (qui s'est achevée par l'emprisonnement des centaines de militants et de dirigeants syndicaux), celle de l'industrie sucrière en 2008 ou celle des travailleurs de l'automobile en 2009, profitent de la crise et défendent une politique indépendante. Dans la révolution de 1979, l'intervention de la classe ouvrière a été décisive pour réussir à renverser le Shah Reza Pahlavi. La grève des travailleurs du pétrole, qui avait duré quatre mois, avait été rejointe par l'action spontanée de trvailleurs qui avaient occupé les usines et les terres des grands propriétaires terriens et avaient

commencé un processus d'auto-organisation. Mais ce processus avait été étranglé par la consolidation du pouvoir de Khomeini et de la théocratie chiite qui avait lancé une brutale répression contre les travailleurs et l'extrême gauche et avait fini par établir un régime totalement réactionnaire dominé des membres du clergé et des hommes politiques, une nouvelle élite qui a profité de la rente pétrolière et des ressources de l'économie, tout en protégeant les intérêts de la bourgeoisie iranienne et en soumettant la majorité de la population à la tutelle religieuse. Le développement de cette crise peut offrir aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires une seconde chance.

http://www.pts.org.ar/

PTS, le 18 juin 2009